

Questions orales

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que la position du Nouveau Parti démocratique a toujours été d'imposer les Canadiens. Ce qui est important. . .

Des voix: Un régime fiscal équitable.

M. Mazankowski: Leur politique a toujours été telle, et les trois derniers budgets présentés par les gouvernements socialistes le prouvent. Ils ne jurent que par les impôts et se fichent totalement des répercussions économiques.

Le député doit savoir que tout régime fiscal doit être compétitif par rapport à la situation mondiale. Nous avons essayé de mettre en place, grâce à la réforme, un régime fiscal qui nous permette d'être plus compétitifs, pour inciter le secteur privé à investir et à dépenser, pour créer des emplois ainsi que pour encourager de nouveaux types d'activités.

C'est dans cet esprit que nous avons abordé l'ensemble de la question de la réforme fiscale.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, le ministre des Finances peut-il expliquer pourquoi il est normal d'imposer sans merci la classe moyenne, comme le gouvernement l'a fait avec la réforme fiscale, et, pour couronner le tout, avec la TPS? Le ministre se lève néanmoins pour verser des larmes de crocodile. Il refuse d'imposer sans merci les Bronfman et toutes les autres grandes familles riches du Canada, qui bénéficient des lois régissant les fiducies.

Il faut que le ministre choisisse car il ne peut pas s'attendre à ce que les Canadiens ne le prennent au sérieux au sujet du déficit alors qu'il refuse d'imposer cette vaste richesse.

Le ministre est-il prêt à s'engager aujourd'hui à ne pas prolonger cette exonération fiscale que les libéraux ont accordée aux riches et à se servir des montants ainsi recueillis pour résorber le déficit ou pour renouveler les infrastructures municipales du Canada, au lieu d'offrir simplement ce cadeau d'un milliard de dollars à certaines des familles les mieux nanties du Canada?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que le Nouveau Parti démocratique est tout disposé à éliminer l'exonération pour gains en capital, ce qui imposerait un fardeau supplémentaire aux petites entreprises et aux agriculteurs, et à faire disparaître toutes les mesures d'incitation destinées à créer la richesse et des emplois.

Je peux donner au député la garantie suivante. Tant que je serai ministre des Finances, je tenterai de mettre

en place un régime fiscal qui favorisera la concurrence et qui tiendra compte de la réalité des marchés mondiaux.

* * *

LES JEUNES

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi.

Il y a plus d'un an, le gouvernement a reçu un rapport, qu'il avait lui-même commandé, sur les lacunes du Programme canadien de prêts aux étudiants. Le rapport signalait que les barèmes de coûts pour le calcul des prêts aux étudiants n'avaient pas été mis à jour depuis 1984 et que les coûts établis étaient très en deçà de la réalité dans la plupart des catégories.

Étant donné que si peu d'étudiants trouveront du travail cet été, qu'est-ce que le gouvernement est prêt à faire en attendant la prochaine année scolaire pour remédier à la double crise du chômage des étudiants et de l'insuffisance des prêts aux étudiants?

L'hon. Robert de Cotret (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, il ne fait pas de doute qu'on a repéré un certain nombre de lacunes dans ce programme, et le député en a signalé quelques-unes.

Nous avons agi résolument pour remédier au problème. Le programme constitue une responsabilité partagée entre les provinces et le gouvernement fédéral. Il est par ailleurs administré par les banques.

Nous avons conclu une entente avec les provinces afin, tout d'abord, de relever la limite de prêt hebdomadaire pour refléter les hausses de coûts depuis 1984. Nous avons également discuté de la possibilité de supprimer les frais d'administration de 3 p. 100 pour donner une meilleure chance aux étudiants.

Nous avons entamé des négociations avec les banques il y a environ deux semaines pour voir comment on pourrait mettre en place un nouveau régime capable d'accroître l'efficacité du système.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, la réponse du ministre est inacceptable et me paraît une insulte à plus de 300 000 étudiants qui voudraient retourner à l'école, mais ne peuvent trouver du travail cet été.

Je voudrais poser une question au ministre de l'Emploi. Étant donné les chiffres rendus publics aujourd'hui, il doit maintenant comprendre que nous avons affaire à une crise nationale concernant les jeunes Canadiens. Que va faire le gouvernement, avant l'ajournement de la Chambre pour l'été, en vue d'aider les jeunes à trouver du travail de sorte qu'ils puissent retourner à l'école l'automne prochain?